

**Art. 167 Refus injustifié**

<sup>1</sup> Lorsqu'un tiers refuse de manière injustifiée de collaborer, le tribunal peut:

- a. lui infliger une amende d'ordre de 1000 francs au plus;
- b. le menacer de prendre les sanctions prévues à l'art. 292 CP<sup>1</sup>;
- c. ordonner la mise en oeuvre de la force publique;
- d. mettre les frais causés par le refus de collaborer à la charge du tiers.

<sup>2</sup> En cas de défaut, le tiers encourt les mêmes conséquences que s'il avait refusé de collaborer sans motif valable.

<sup>3</sup> Le tiers peut interjeter un recours contre la décision du tribunal.

<sup>1</sup> RS 311.0

---